

Burundi : Malversations à grande échelle par des Généraux et une Ministre

@rib News, 03/12/2010 Quatre Hauts cadres de l'armée nationale et la ministre des Finances sont cités dans une affaire de corruption et malversations à grande échelle au Burundi. Dans un rapport rendu publique par l'inspection générale de l'Etat, l'ancien ministre de la Défense nationale le Lieutenant Général Germain Niyoyankana a autorisé une surfa lors du paiement d'équipements militaires qui ont été livrés par l'Ukraine à l'armée burundaise. Selon ce rapport de l'inspection générale de l'Etat, l'ancien ministre de la Défense a passé à la vitesse supérieure faisant sortir des caisses de l'Etat une somme avoisinant un million de dollars sous prétexte que cette somme allait aider dans le transport de ces équipements, lit-on dans ce rapport. Ce qui est étonnant, souligne le rapport, c'est que le contrat entre l'acheteur (Burundi) d'un côté et la compagnie ukrainienne de l'autre côté est que les frais de transport reviennent à la charge du fournisseur. Ce rapport met aussi en cause la crédibilité du Chef d'Etat major de l'armée Godefroid Niyombare, qui, selon ce rapport a fait sortir des caisses de l'Etat près d'un million et demi de dollars américains dans le même dossier. Un rôle qu'il aurait partagé avec son adjoint à l'Etat Major de l'Armée nationale Burundaise le Général Ndegeya. Le rapport pointe aussi du doigt la ministre des Finances Clotilde Nizigama, qui elle aussi n'a pas tiré une attention particulière lors de cette dilapidation et doit retourner aux caisses de l'Etat près de 3 millions de franc burundais, qu'elle a empochés. Le président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economique (OLUCOME) Gabriel Rufyiri, a révélé que le rapport avait tombé sur sa table il y a une semaine. Cependant, il fait savoir que certains hauts cadres de l'armée organisent des réunions nocturnes pour «neutraliser» son association de la société civile, a révélé monsieur Rufyiri. Ces hauts cadres de l'armée, ne comprennent pas pourquoi l'OLUCOME reçoit des dossiers aussi confidentiels, dit-il. [MG]